

# Les enjeux de la diversification

**La conjoncture actuelle, défavorable au pays, est là pour rappeler que la poursuite de la diversification de l'économie n'est pas seulement importante. Elle est devenue nécessaire.**

La situation du Gabon du début des années 2010, rappelait celle de la Hollande de la fin des années 1950. La rente pétrolière, hypertrophique, y avait provoqué et entretenu, pendant longtemps, une perte de savoir-faire, de qualification et d'ingénierie dans tous les autres domaines de l'économie. Avec lucidité, les nouvelles autorités gabonaises avaient très tôt perçu les menaces qu'une telle dépendance à une ressource dont les cours, externes, échappaient totalement à leur contrôle, et engagé le pays dans la voie étroite, sinueuse, escarpée mais salutaire de la diversification économique. Si, malgré une baisse de 2% en moyenne de sa production de pétrole, le pays, jusque-là essentiellement rentier, a connu une croissance moyenne de 5,7% au cours des dernières années, si malgré l'effondrement des cours du baril de pétrole en 2014 et 2015 le pays n'est pas entré en récession, c'est grâce au renfort des autres filières, lesquelles ont été très dynamiques, avec un taux de croissance en 2011 et 2012 de plus de 10%. Et si ces filières ont pu ainsi jouer à bon régime leur rôle de relais, mieux de nouveaux moteurs de la

croissance, c'est parce qu'en amont, un effort inédit d'investissement a été réalisé pour dynamiser les facteurs-clés de la compétitivité : infrastructures, ressources humaines et naturelles, gouvernance.

Entre 2010 et 2015, l'Etat gabonais a ainsi investi plus de 4579 milliards de FCFA dans l'économie nationale. C'est plus que le montant cumulé des investissements publics entre 1980 et 2009. De plus, et fort heureusement, l'Etat n'a pas été le seul à investir. L'investissement public ne représente que le tiers de l'investissement global dans l'économie. L'investissement du secteur privé hors pétrole a par exemple plus que doublé entre 2009 et 2014.

Le problème c'est que malgré tout cela, les contreperformances du secteur pétrolier continuent d'être très préjudiciables aux finances publiques, contraignant les ambitions d'investissement de l'Etat. Retards dans le paiement de sa dette, indisponibilité des fonds de contrepartie pour certains projets... La contraction des recettes de l'Etat corsète presque mécaniquement la volonté et les moyens du secteur privé à investir. Du coup, l'option, avancée par beaucoup, est de mettre un

coup d'arrêt à certains projets d'investissement, quitte à fragiliser le processus de diversification en cours.

## Résilience

Pourtant c'est précisément à ce moment que renouveler et renforcer ce processus de diversification paraît plus vital pour l'économie gabonaise. Malgré la conjoncture, malgré l'imminence d'échéances nationales qui nécessiteront de grandes dépenses de fonctionnement, la diversification de l'économie à travers notamment l'investissement public et privé doit se renforcer pour actualiser définitivement la mutation de l'économie gabonaise, et l'inscrire dans sa phase d'irréversibilité. Il est donc urgent de poursuivre en les intensifiant, les investissements engagés dans l'appareil productif de l'économie.

L'enjeu majeur, à cet égard, est de pouvoir mobiliser 494 milliards de FCFA d'investissements tous les ans pour mener à bien les travaux liés aux corridors d'infrastructures. Solution pour atteindre les 494 milliards d'investissement par an : augmenter la proportion des investissements publics dédiés au finan-



cement des corridors de transport. Si l'Etat avait dédié 40% des investissements publics à la réalisation des corridors, au lieu des 27% effectués sur la période 2009-2015, l'investissement annuel mobilisé aurait été de 333 milliards FCFA au lieu de 222 milliards. Cet objectif nécessite d'avantage de rigueur dans la priorisation des projets à financer, au regard de leur caractère stratégique, de recourir davantage aux partenariats public-privé pour financer les projets de transport, de barrages hydroélectrique et de transport d'électricité, et permettrait de combler le reste à financer

sur la période 2016 - 2025. Comme la tendance actuelle le montre, l'accentuation de la diversification de l'économie gabonaise entraînerait un plus grand élargissement de la base productive de richesse, permettant ainsi à l'économie de mieux résister aux éventuelles contreperformances d'une des filières de production, tout en la rendant plus résiliente. Au-delà, elle permettra, par la libération du potentiel du secteur privé, un renforcement du rôle de ce dernier dans la création des richesses et surtout des emplois. ■